CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 68.960/2
du 29 mars 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 68.960/2
van 29 maart 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2019 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten'

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Le 4 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 mars 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 mars 2021.

*

Op 4 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk 'besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2019 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 maart 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 maart 2021.

*

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

En vertu de l'article 2, paragraphe 1, troisième tiret, de la décision n° 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet des projets de réglementation', les dispositions en projet doivent être soumises à la Banque centrale européenne (ci-après : « la BCE ») dès lors qu'elles concernent la Banque Nationale de Belgique.

Il ne ressort pas du dossier fourni au Conseil d'État que la BCE a été consultée sur ce projet.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller par conséquent au bon accomplissement de cette formalité préalable et d'en faire mention au préambule [1].

Si le projet devait être modifié quant au fond sur des points autres que ceux faisant l'objet du présent avis à la suite de cet accomplissement, il devrait à nouveau faire l'objet sur ces points d'une consultation de la section de législation.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 4, alinéa 6, de la loi du 8 juillet 2018 'portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt' (ci-après : « la loi PCC ») dispose comme suit :

« Le Roi détermine en outre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

– la périodicité suivant laquelle le solde des comptes bancaires et de paiement et le montant globalisé des contrats financiers doivent être arrêtés par le redevable d'information en vue de leur communication conformément à l'alinéa 1er, 1° et 3° ;

[1] Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a renvoyé à l'avis de la BCE rendu à propos de l'avant-projet de loi devenu la loi programme du 20 décembre 2020, dans lequel elle a décidé de ne pas donner d'avis, estimant que, « as the draft law only touches marginally on the ECB's fields of competence pursuant to Articles 127(4) and 282(5) of the Treaty on the Functioning of the European Union, in conjunction with the third indent of Article 2(1) of Council Decision 98/415/EC ». Cela étant, si le projet à l'examen tend principalement à modifier l'arrêté royal du 7 avril 2019 à la suite des modifications intervenues dans la loi du 8 juillet 2018 par la loi-programme du 20 décembre2020, celui-ci entend aussi apporter d'autres modifications qui ne sont pas en lien avec les modifications intervenues à la suite de l'adoption de ladite loi-programme. L'avis rendu sur l'avant-projet devenu la loi programme du 20 décembre 2020 ne peut donc être considéré comme l'avis à donner sur le présent projet en vertu de l'article 2, paragraphe 1, troisième tiret, de la décision n° 98/415/CE du Conseil.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

– le montant minimum en dessous duquel le solde et le montant visés au tiret précédent ne doivent pas être communiqués au PCC par le redevable d'information ».

Cette double habilitation au Roi a été justifiée comme suit par le commentaire de l'article 20 donné par l'exposé des motifs du projet devenu la loi-programme du 20 décembre 2020, qui a introduit l'alinéa 6 au sein de l'article 4 de la loi PCC :

« En outre, une nouvelle délégation au Roi est inscrite à la fin de l'article 4 de la même loi afin de déterminer, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, la périodicité de la communication des soldes des comptes bancaires et de paiement et des montants globalisés des contrats financiers visés, ainsi que les montants seuils pour déclencher l'obligation de communication, afin de pouvoir les adapter au besoin.

Il sera possible que si entre deux périodes de capture de l'information, il s'avère que le montant minimum a été dépassé, le solde dudit compte devra être communiqué au PCC, même s'il s'avère qu'au moment de la capture de l'information, le solde dudit compte était inférieur au montant minimum fixé dans l'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

En outre, il sera possible qu'à partir du moment où il est apparu que le solde d'un compte a été supérieur au montant minimum mentionné dans l'arrêté susvisé, le solde dudit compte sera communiqué de manière irrévocable au PCC pour les périodes subséquentes, indépendamment de la hauteur de celui-ci » [2].

Si le projet à l'examen entend exécuter l'habilitation figurant au premier tiret de l'article 4, alinéa 6, de la loi PCC, il n'en va pas de même s'agissant de l'habilitation figurant au deuxième tiret.

Le rapport au Roi justifie ce choix en ces termes :

« Il est toutefois apparu que la fixation d'un seuil minimal pour la communication au PCC des soldes et montants globalisés entraînerait de sévères complications techniques pour les redevables d'information, de sorte que la communication au PCC de tous les soldes et montants globalisés, quel qu'en soit le montant, est privilégiée. L'option a donc été suivie de ne pas faire usage de l'habilitation Vous permettant de fixer un seuil minimal pour les soldes et montants globalisés.

En réponse à l'avis n° 14/2021 du 5 février 2021 de l'APD concernant le point 14, considérant qu'un seuil minimal est indispensable en tant qu'élément essentiel du test de proportionnalité dans le cadre des finalités visées, il peut être observé ce qui suit :

Le PCC a plusieurs finalités, notamment le contrôle et le recouvrement des recettes fiscales et non-fiscales, la recherche et la poursuite d'infractions pénales, le recueil de données bancaires dans le cadre des méthodes exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité, le recueil de données bancaires par les huissiers de justice dans le cadre de la procédure d'ordonnance de saisie conservatoire des comptes bancaires destinée à faciliter le recouvrement des créances en matière civile et commerciale, les recherches notariales dans le cadre de l'établissement de déclarations de succession et la prévention de l'utilisation de système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de la grande criminalité. Toutes ces finalités doivent donc être prises en compte, et pas seulement la finalité du contrôle des impôts sur les revenus, lors de la détermination d'un éventuel seuil minimum.

[2] *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1662/001, p. 34

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

L'absence de seuil minimum doit être considérée en même temps que la périodicité introduite. L'imposition d'un seuil minimum, associée au fait que pour les comptes bancaires, il n'y a qu'une communication semestrielle et pour les contrats financiers, seule une communication annuelle, constituerait un sérieux obstacle à certaines finalités. Ce n'est parce qu'à la date de communication du solde que le compte ou contrat présente un solde faible, qu'aucune transaction significative ne peut avoir lieu sur celui-ci à l'avenir. On connaît des cas où des fonds d'origine criminelle passent sur un carrousel de plusieurs comptes consécutifs, afin de masquer la relation entre l'origine et la destination des fonds. Les recherches sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ont également établi que les organisations criminelles effectuent souvent un grand nombre de transactions d'un montant relativement faible, comme les nombreux cas où des jeunes (mules d'argent) ont mis leur compte bancaire à disposition pour transférer des sommes. Dans de nombreux cas, un solde suffisant ne semble pas être un facteur pertinent dans la finalité de la consultation. Plus encore, une multitude de petites sommes peut en fait être un paramètre important dans l'évaluation par les autorités judiciaires d'ouvrir une enquête.

En particulier, il convient de rappeler les éléments suivants à l'appui de la proportionnalité de la disposition à des fins fiscales, notamment la mission légale de l'administration fiscale de procéder à une imposition correcte – de l'enquête au recouvrement. La méthode actuelle prend du temps et met en péril l'accomplissement des missions légales, certainement en cas de refus de coopérer administrativement dans le chef des contribuables. Pour le recouvrement, l'objectif est de n'effectuer que des saisies bancaires dont le solde est suffisamment élevé pour couvrir les frais. Enfin, il y a le cadre international. L'APD a pris note de ces éléments aux points 8, 9 et 10.

En outre, les éléments suivants dont l'APD n'a pas pris acte formellement sont néanmoins importants, en particulier le fait que les limitations territoriales, temporelles et matérielles des compétences fiscales s'appliquent également dans le domaine de la protection des données et, à cet effet, il est utile de se référer à la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le Service public fédéral Finances. Le RGPD reconnaît que le traitement des données dans le cadre d'une mission légale de l'administration fiscale ne peut être interprété de manière stricte au point de compromettre l'efficacité de ces activités (qui sont d'ordre public). Par ailleurs, l'extension de la consultation du point de contact central de la BNB aux soldes des comptes et aux montants totaux de certains contrats financiers est tout d'abord d'ordre préventif. En deuxième ordre, ces mesures permettront de lutter efficacement et à moindre coût contre la fraude fiscale, y compris le non-paiement des impôts dus. L'objectif est d'obtenir une image plus précise des revenus, par recoupement avec d'autres données.

En outre, l'autorité de protection des données est d'avis que le fait que les soldes des comptes de paiement de tous les mineurs soient communiqués au PCC n'est pas proportionné aux objectifs visés. Elle fonde cette prémisse sur l'hypothèse que la grande majorité des mineurs sont absolument exonérés de toute obligation fiscale, et il considère que l'obligation de divulgation de la part des redevables d'information est inexistante au regard des objectifs visés, en particulier la lutte efficace contre la fraude et une transparence accrue du système fiscal. Non seulement il n'y a pas d'exonération fiscale de principe pour les mineurs, mais il est plus important que telle ou telle exonération dans le chef d'un mineur n'affecte pas la possibilité d'utiliser les comptes de paiement des mineurs dans le cadre de fraude fiscale ou dans le cadre de l'évitement de la transparence fiscale. En outre, la minorité d'un titulaire de compte n'implique en aucun cas que le solde de son compte de paiement tomberait en dessous d'un quelconque seuil minimal et, par conséquent, n'est pas un critère pertinent pour la mise en place d'un tel seuil minimal. De plus, la minorité n'est pas un critère pertinent pour supposer l'absence de fraude, puisque

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

ces comptes peuvent être gérés par les parents, tuteurs et mandataires (ou simplement par le titulaire de la carte bancaire associée à ce compte de paiement, on pense au problème des 'mules d'argent', avec des jeunes prêtant sans le savoir leurs comptes à des criminels). Par conséquent, la position de l'autorité de protection des données ne peut pas être suivie. En outre, la délégation au Roi concernait la détermination d'un montant minimum et non d'une limite d'âge ».

Force est de constater que les motifs invoqués dans le rapport au Roi pour se dispenser d'exécuter l'habilitation contenue dans l'article 4, alinéa 6, deuxième tiret, de la loi PCC ont toutefois été appréhendés dans les travaux préparatoires précités de la loi-programme du 20 décembre 2020, qui laissent une grande liberté d'action au Roi dans l'établissement des modalités relatives à ce seuil minimal. Les travaux préparatoires envisagent en effet la possibilité pour le Roi de prévoir que, « si entre deux périodes de capture de l'information, il s'avère que le montant minimum a été dépassé, le solde dudit compte devra être communiqué au PCC, même s'il s'avère qu'au moment de la capture de l'information, le solde dudit compte était inférieur au montant minimum fixé dans l'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ». Les travaux préparatoires envisagent aussi la possibilité de prévoir qu'« à partir du moment où il est apparu que le solde d'un compte a été supérieur au montant minimum mentionné dans l'arrêté susvisé, le solde dudit compte sera communiqué de manière irrévocable au PCC pour les périodes subséquentes, indépendamment de la hauteur de celui-ci ».

Il en résulte que le projet examiné n'est pas conforme à l'article 4, alinéa 6, deuxième tiret, de la loi PCC.

Pour permettre au Roi d'adopter le texte à l'examen, il appartient au législateur, en fonction du juste équilibre qu'il convient de ménager entre les intérêts en présence, d'omettre cette dernière disposition ou de l'adapter de manière à rendre facultative l'habilitation qu'elle contient.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Conformément à l'usage en légistique, il s'impose de réorganiser la mention des diverses formalités observées en suivant l'ordre chronologique.

2. De l'accord du délégué du Ministre, à l'alinéa 2, il convient de viser également l'alinéa 5 de l'article 4 de la loi PCC en tant que fondement juridique de l'avant-projet à l'examen.

3. À l'alinéa 6, il faut se référer à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et non au 1° de cette disposition.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

4. La délibération en Conseil des ministres doit être mentionnée en complétant l'alinéa 10 par la formule « et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, » en français et « en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, » en néerlandais [3].

DISPOSITIF

Article 2

1. Interrogé quant aux motifs justifiant la suppression du seuil de 1.000 euros en dessous duquel les versements d'espèces sur un compte de paiement ou les retraits d'espèces d'un compte de paiement ne doivent pas être communiqués au PCC, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

> « Jusqu'à présent, la loi PCC considérait entre autres comme transaction financière impliquant des espèces 'les versements d'espèces sur un compte de paiement ou les retraits d'espèces d'un compte de paiement'. L'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 7 avril 2019 prévoit pour cette catégorie de transaction financière impliquant des espèces un seuil de déclaration de 1.000 euros par transaction ou par groupe de transactions liées.
>
> Le problème est que cette catégorie de transactions financières impliquant des espèces est dans la pratique vide de tout contenu. En effet, un tel versement ou retrait d'espèces sur ou à partir d'un compte de paiement ne peut être le fait que :
>
> – soit du (co-)titulaire du compte lui-même, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire. Dans ce cas toutefois, un tel versement ou prélèvement d'espèces n'est pas considéré comme une transaction financière impliquant des espèces (article 2, 9°, deuxième alinéa, de la loi PCC) et ne doit donc pas du tout être communiqué au PCC. Cette transaction peut en effet être retrouvée dans les extraits du compte de paiement de son (co-)titulaire ;
>
> – soit d'une autre personne que le (co-)titulaire du compte, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire (en pratique, ce sera toujours un versement, un retrait ne se conçoit pas sans l'intervention du titulaire du compte). Dans ce cas toutefois, un tel versement constitue forcément le paiement (au sens juridique du terme) d'une dette de somme née entre la personne qui effectue le versement et le titulaire du compte bénéficiaire.
>
> Deux exemples pour illustrer ceci :
>
> – le versement par une grand-mère d'une somme sur le compte de paiement de son petit-fils mineur. Il s'agit alors du paiement d'une dette de somme née d'un don manuel (acte juridique unilatéral) ;
>
> – le versement par une personne aux guichets, en faveur d'un fournisseur d'eau ou d'énergie ayant son compte auprès d'une banque. Il s'agit alors du paiement d'une dette de somme née d'une livraison de fournitures (acte juridique synallagmatique).
>
> Le versement d'espèces sur le compte de paiement d'une autre personne que le (co-titulaire) du compte, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire, représente donc toujours dans la pratique l'exécution d'une opération de paiement contre remise ou retrait d'espèces par la personne qui verse les espèces. Or, cette catégorie de transaction

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^os^ 42 et 43, formule F 3-9-1.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

impliquant des espèces est explicitement visée à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d) de la loi PCC, de sorte qu'il y a confusion, collision entre ces deux catégories de transactions. Ceci pose problème dès lors que les transactions visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, c) de la loi PCC sont exemptées de communication au PCC en dessous d'un seuil de 1.000 euros, alors que celles visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d), de la loi PCC doivent être déclarées à partir du premier eurocent, celles-ci recouvrant pourtant celles-là. C'est là que se situe l'anomalie.

Il y a donc lieu de supprimer cette confusion, en supprimant l'article 2, 9°, 1er alinéa, c) de la loi PCC, vide de contenu et, dès lors, l'exemption corrélative visée à l'article 2, 2° de l'arrêté royal du 7 avril 2019. Dans son avis n° 14/2021 du 5 février 2021, l'Autorité de protection des données a insisté sur une rectification rapide de cette anomalie dans la loi PCC. Celle-ci est en cours de préparation.

Quant à la question de savoir si un seuil de 1.000 euros ne devait pas être appliqué pour les transactions visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d) de la loi PCC, la Cellule de Traitement des Informations financières, compétente pour le dépistage et la lutte en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, a explicitement demandé de ne pas appliquer de seuil dans ce cas. En effet, le financement du terrorisme passe souvent par une collection de montants relativement faibles versés sur un compte de paiement (tel que le compte sous-jacent d'une carte de crédit prépayée par exemple). L'information communiquée au PCC permet ainsi à la CTIF de trouver la trace de personnes qui ont financé ou financent une organisation ou une cellule terroriste ».

Ces explications gagneraient à compléter celles qui figurent sur ce point dans le rapport au Roi.

2. Dans la phrase liminaire de l'article 2 en projet de l'arrêté royal du 7 avril 2019, les mots et signe de ponctuation « premier alinéa, » seront omis.

Article 3

Le mot « calendrier » est inutile et sera systématiquement omis.

Article 5

Interrogé quant à la compatibilité de l'article 5 avec le droit européen [4], le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Ainsi qu'expliqué dans le rapport au Roi, il n'existe aucune disposition légale, en droit européen ou en droit belge, qui impose d'identifier un compte de paiement tenu par un établissement de paiement ou de monnaie électronique au moyen d'un numéro IBAN,

[4] La question se pose en particulier au regard de l'article 32*bis* de la directive (UE) n° 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 'modifiant la directive (UE) n° 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives nos 2009/138/CE et 2013/36/UE', qui prévoit que
« [l]es États membres mettent en place des mécanismes automatisés centralisés, tels que des registres centraux ou des systèmes électroniques centraux de recherche de données, permettant l'identification, en temps utile, de toute personne physique ou morale qui détient ou contrôle des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN, au sens du règlement (UE) n° 260/2012 du Parlement européen et du Conseil, ainsi que des coffres-forts tenus par un établissement de crédit établi sur leur territoire ».

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

et les comptes de paiement ouverts par la plupart des établissements précités n'en ont effectivement pas. En réalité, le concept de 'compte de paiement' dans la 5ème directive AML vise en pratique les comptes-courants bancaires alors que le concept de « compte bancaire » vise les autres comptes bancaires (comptes d'épargne, à terme, à préavis, …). Ce concept de 'compte courant' dans la 5ème directive AML n'a donc pas du tout la même portée que celui qui est utilisé dans la directive (EU) 2015/2366 du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (directive dite 'PSD2'). Si les comptes de paiement bancaires doivent être IBANisés en vertu du règlement (UE) n° 260/2012 du 14 mars 2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros (dit 'règlement SEPA'), aucune obligation similaire n'existe pour les comptes de paiement tenus par les établissements de paiement ou de monnaie électronique en vertu de la directive PSD2, vu qu'ils ne sont pas connectés avec la plateforme européenne de règlement TARGET2 (qui impose cette IBANisation), au contraire des comptes de paiement bancaires ».

Ces explications complémentaires gagneraient à figurer dans le rapport au Roi.

Article 6

1. Dans la phrase liminaire, les mots et signes de ponctuation « , alinéa 1er, » seront insérés entre les mots « À l'article 16 » et les mots « du même arrêté ».

2. Le mot et le signe de ponctuation « alinéa 2, » seront insérés entre les mots « l'article premier, » et les mots « 2°, a), b) et f) ».

Article 7

1. Les 2° et 3° de l'article 7 suggèrent de renuméroter l'actuel 4° de l'article 20, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 7 avril 2019 en un 5° et d'insérer un nouveau 4° au sein de l'article 20 en question.

Pour des raisons de légistique, il n'est pas recommandé de renuméroter les dispositions d'une réglementation existante. Il faut en effet éviter en principe de procéder de la sorte compte tenu non seulement de ce que des références pourraient être faites aux dispositions ainsi renumérotées dans d'autres textes non modifiés mais aussi en raison de la connaissance acquise des textes en vigueur par leurs destinataires et les instances chargées de les appliquer, voire de l'existence de jurisprudence et de doctrine pouvant avoir fait état de ces dispositions, que les destinataires de la règle peuvent être amenés à consulter. Par ailleurs, ne pas renuméroter renseigne utilement le lecteur sur l'évolution de l'acte : si un numéro manque entre deux autres, il sait immédiatement qu'une subdivision a été abrogée et, si une subdivision se présente sous la forme d'un numéro « ...*bis* » ou « .../1 », il sait immédiatement qu'elle a été insérée et qu'elle ne figurait donc pas dans l'acte originel [5].

[5] Une modification de la numérotation ne peut normalement avoir d'utilité que dans le cadre d'une coordination ou d'une codification (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 125).

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Il serait préférable en l'espèce d'insérer le 4° en projet sous un « 3°/1 » à l'article 20, alinéa 1er, de l'arrêté royal modifié. La numérotation existante pourra alors rester inchangée.

2. Au 2°, le chiffre et le signe de ponctuation « 2°, » sera inséré entre les mots « alinéa 2, » et les mots « f), concerné est survenu ; ».

Article 8

1. Dans le texte français, les mots « Art. 7 » seront remplacés par les mots « Art. 8. ».

2. Le mot « calendaires » est inutile et sera systématiquement omis.

3. L'article 24 en projet prévoit d'inviter le redevable d'information à faire valoir ses moyens de défense dans les trente jours « qui suivent la date d'envoi de la notification ».

Pareil dispositif ne respecte pas la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui consacre la théorie de la réception, selon laquelle les dispositions en vertu desquelles le délai pour accomplir certains actes prend cours le jour de l'envoi d'une décision sont contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination [6].

Le texte sera revu en conséquence.

OBSERVATION FINALE

L'auteur du projet sera attentif à rédiger les phrases liminaires des dispositions du projet à l'examen conformément aux principes de technique législative [7].

*

[6] C.C., 29 mars 2006, n° 8/2006, B.5 à B.12 (concernant le délai pour introduire un recours juridictionnel) ; 12 novembre 2009, n° 178/2009, B.8.3 (concernant le délai pour introduire un recours administratif) ; 2 juin 2010, n° 66/2010, B.10 à B.15 (concernant le délai pour réagir à un avis de rectification d'une déclaration à l'impôt sur le revenu).

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-2-2 et suivantes.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 2, lid 1, derde streepje, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 'betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen' moeten de ontworpen bepalingen aan de Europese Centrale Bank (hierna: "de ECB") voorgelegd worden, aangezien ze betrekking hebben op de Nationale Bank van België.

Uit het dossier dat aan de Raad van State bezorgd is, blijkt niet dat de ECB geraadpleegd is aangaande dit ontwerp.

De steller van het ontwerp dient er bijgevolg op toe te zien dat dat voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt en dat er in de aanhef melding van gemaakt wordt.[1]

Indien het ontwerp, als gevolg van het vervullen van dat vormvereiste, inhoudelijk gewijzigd zou worden op punten die niet aan bod komen in dit advies, dan zou het, wat die punten betreft, opnieuw voorgelegd moeten worden aan de afdeling Wetgeving.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 4, zesde lid, van de wet van 8 juli 2018 'houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest' (hierna: "de CAP-wet") luidt als volgt:

"De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bovendien:

– de periodiciteit van de vaststelling door de informatieplichtige van het saldo van de bank- en betaalrekeningen en van het geglobaliseerde bedrag van de financiële

[1] Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister verwezen naar het advies van de ECB over het voorontwerp van wet dat geleid heeft tot de programmawet van 20 december 2020, waarin de bank beslist heeft geen advies te geven "as the draft law only touches marginally on the ECB's fields of competence pursuant to Articles 127(4) and 282(5) of the Treaty on the Functioning of the European Union, in conjunction with the third indent of Article 2(1) of Council Decision 98/415/EC". Hoewel het voorliggende ontwerp er in hoofdzaak toe strekt het koninklijk besluit van 7 april 2019 te wijzigen als gevolg van de wijzigingen die bij de programmawet van 20 december 2020 aangebracht zijn in de wet van 8 juli 2018, strekt het er hoe dan ook eveneens toe andere wijzigingen aan te brengen die geen verband houden met de wijzigingen die aangebracht zijn na het aannemen van die programmawet. Er kan dus niet van uitgegaan worden dat het advies over het voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet van 20 december 2020 het advies is dat krachtens artikel 2, lid 1, derde streepje, van beschikking 98/415/EG van de Raad over dit ontwerp gegeven moet worden.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

contracten met het oog op de mededeling ervan krachtens het eerste lid, 1° en 3°;

– het minimumbedrag waaronder de in het vorige streepje bedoelde saldi en bedragen niet door de informatieplichtige aan het CAP moeten worden meegedeeld."

Voor die dubbele machtiging aan de Koning is de volgende verantwoording gegeven in de toelichting bij artikel 20 in de memorie van toelichting bij het ontwerp dat geleid heeft tot de programmawet van 20 december 2020, waarbij het zesde lid ingevoegd is in artikel 4 van de CAP-wet:

"Bovendien, werd een nieuwe delegatie aan de Koning ingeschreven aan het einde van artikel 4 van dezelfde wet om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de periodiciteit te bepalen van de mededeling van de saldo's van de bank- en betaalrekeningen en de geglobaliseerde bedragen van de bedoelde financiële contracten, alsook de drempelbedragen om de mededelingsverplichting te activeren om ze indien nodig te kunnen aanpassen.

Zo zal het mogelijk zijn om bij een overschrijding van een minimumbedrag tussen twee rapporteringsmomenten, bij het volgende rapporteringsmoment het saldo aan het CAP verplicht te laten overmaken, zelfs indien het saldo op het rapporteringsmoment kleiner is dan het minimumbedrag zoals opgenomen in het bij Ministerraad overlegd Koninklijk Besluit.

Tevens zal het mogelijk zijn dat vanaf het moment dat het saldo het minimumbedrag bepaald bij Ministerraad overlegd koninklijk besluit is overschreden, het saldo voor die rekening voor alle volgende rapporteringsmomenten overgemaakt moet worden aan het CAP, ongeacht de grootte ervan."[2]

Hoewel het voorliggende ontwerp ertoe strekt uitvoering te geven aan de machtiging waarvan sprake is in het eerste streepje van artikel 4, zesde lid, van de CAP-wet, geldt dat niet voor de machtiging waarvan sprake is in het tweede streepje.

In het verslag aan de Koning wordt die keuze in de volgende bewoordingen gerechtvaardigd:

"Er is evenwel gebleken dat de vaststelling van een minimumdrempel voor de mededeling van de saldi en geglobaliseerde bedragen aan het CAP de informatieplichtigen zou opzadelen met ernstige technische moeilijkheden, zodat de voorkeur aan de mededeling aan het CAP van alle saldi en geglobaliseerde bedragen wordt gegeven, ongeacht het bedrag ervan. Daarom werd er ervoor geopteerd om de machtiging om een minimumdrempel voor de mededeling aan het CAP van de saldi en geglobaliseerde bedragen onbenut te laten.

In antwoord op het advies nr. 14/2021 van 5 februari 2021 van de GBA met betrekking tot randnummer 14, overwegende dat een minimumdrempel als wezenlijk element van de proportionaliteitstoets onontbeerlijk is in het kader van de beoogde doelstellingen, kan het volgende worden gesteld:

Het CAP heeft verschillende finaliteiten zoals controle voor de vestiging van de belastingen, de invordering van fiscale en niet-fiscale schulden, de opsporing en vervolging van strafbare feiten, het verzamelen van bankgegevens als onderdeel van de uitzonderlijke methodes van gegevensverzameling door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, het verzamelen van bankgegevens door de gerechtsdeurwaarders in

[2] *Parl. St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1662/001, 34.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

het kader van de procedure van bevel tot beslaglegging op bankrekeningen om de invordering van schulden in burgerlijke en handelszaken te vergemakkelijken, notariële opzoekingen in het kader van het opmaken van aangiften van nalatenschap en voorkomen van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en zware criminaliteit. Men dient dus rekening te houden met al deze finaliteiten, en niet enkel met de finaliteit van de controle van de inkomstenbelastingen, bij het vaststellen van een mogelijke minimumdrempel.

Het ontbreken van een minimumdrempel moet samen beschouwd worden met de ingevoerde periodiciteit. Het opleggen van een minimumdrempel in combinatie met het feit dat er voor bankrekeningen slechts een halfjaarlijkse mededeling is en voor financiële contracten slechts een jaarlijkse mededeling zou voor sommige doeleinden een ernstige belemmering vormen. Het is niet omdat op de datum van mededeling van het saldo de rekening of het contract een laag saldo heeft, dat er geen belangrijke verrichtingen op deze rekeningen/contracten hebben plaatsgevonden, noch dat er in de toekomst geen belangrijke verrichtingen op kunnen plaatsvinden. Er zijn gevallen bekend waarbij gelden van criminele oorsprong over een carrousel van verschillende opeenvolgende rekeningen geleid worden, om de relatie tussen oorsprong en bestemming van de fondsen te verhullen. Bij onderzoek naar witwas en financiering van terrorisme is ook vastgesteld dat criminele organisaties dikwijls een groot aantal transacties van een relatief klein bedrag doen plaatsvinden, zoals de vele gevallen waarbij jongeren (geldezels) hun bankrekening ter beschikking gesteld hebben om bedragen (…) over te maken. Een voldoende saldo blijkt in vele gevallen geen relevant gegeven te zijn in de finaliteit van de raadpleging. Meer nog, een veelheid van rekeningen met een klein saldo kan juist een belangrijke parameter zijn bij de beoordeling door de gerechtelijke instanties om een onderzoek op te starten.

In het bijzonder wordt herinnerd aan volgende elementen ter staving van de proportionaliteit van de bepaling voor fiscale doeleinden, met name de wettelijke opdracht van de belastingadministratie om een correcte belastingheffing − van onderzoek tot invordering − te verrichten. De huidige wijze is tijdrovend en brengt de vervulling van de wettelijke opdrachten in het gedrang, zeker in het geval van onwil tot administratieve medewerking door belastingplichtigen. Voor invordering is het doel om enkel bankbeslagen te doen waarvoor het saldo voldoende hoog is om de kosten te dekken. Ten slotte is er nog het internationaal kader. Van deze elementen heeft de GBA akte genomen in randnummers 8, 9 en 10.

Daarenboven zijn volgende elementen waarvan de GBA geen akte genomen heeft niettemin van belang, met name het feit dat de territoriale, temporele en materiële beperkingen van de fiscale bevoegdheden ook van toepassing zijn op het vlak van gegevensbescherming en daarvoor kan nuttig verwezen worden naar de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst Financiën. De AVG erkent dat aan de gegevensverwerking in het kader van een wettelijke opdracht van de fiscale administratie geen dermate strikte interpretatie kan worden verbonden dat de efficiëntie van haar werkzaamheden (die van openbare orde zijn) op de helling zou komen. Bovendien is de uitbreiding van de raadpleging van het centraal aanspreekpunt van de NBB tot rekeningsaldi en de totaalbedragen van bepaalde financiële contracten allereerst van een preventieve orde, in tweede orde zal deze maatregelen het mogelijk maken om op een efficiënte wijze en tegen lagere kosten belastingfraude, waaronder het niet betalen van verschuldigde belastingen, te bestrijden. Het doel is een nauwkeuriger beeld van de inkomsten te verkrijgen, door een kruiscontrole met andere gegevens.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

De gegevensbeschermingsautoriteit is bovendien van mening dat het feit dat de saldi van de betaalrekeningen van alle minderjarigen meegedeeld zouden worden aan het CAP niet proportioneel is met de beoogde doelstellingen. Zij baseert die premisse op het uitgangspunt dat het grote merendeel van de minderjarigen zonder meer vrijgesteld is van enige belastingplicht, en zij acht de mededelingsplicht in hoofde van de informatieplichtigen onbestaanbaar in het licht van de vooropgestelde doeleinden, met name de effectieve fraudebestrijding en een verhoogde transparantie. Niet enkel bestaat er geen principiële belastingvrijstelling voor minderjarigen, belangrijker is dat deze of gene vrijstelling in hoofde van een minderjarige geen afbreuk doet aan de mogelijkheid om gebruik te maken van de betaalrekeningen van minderjarigen in het kader van fiscale fraude of in het kader van het ontsnappen aan fiscale transparantie. Bovendien volgt uit de minderjarigheid van een rekeninghouder geenszins dat het saldo van zijn betaalrekening onder enige minimumdrempel zou vallen en is minderjarigheid dus geen relevant criterium om dergelijke minimumdrempel te installeren. Daarenboven is ook minderjarigheid geen pertinent criterium om de afwezigheid van fraude te veronderstellen, nu dergelijke rekeningen door ouders, voogden en volmachtdragers kunnen worden beheerd (of simpelweg door de houder van de bankkaart verbonden aan die betaalrekening, men denke aan het probleem van 'geldezels' waarbij onwetende jongeren hun rekeningen lenen aan criminelen). Derhalve kan het standpunt van de gegevensbeschermingsautoriteit in deze niet worden gevolgd. De delegatie aan de Koning betrof bovendien de vaststelling van een minimumbedrag en niet van een leeftijdsgrens."

Vastgesteld moet worden dat de redenen die in het verslag aan de Koning worden aangevoerd om na te laten uitvoering te geven aan de machtiging die vervat is in artikel 4, zesde lid, tweede streepje, van de CAP-wet, evenwel zijn overgenomen uit de voormelde parlementaire voorbereiding van de programmawet van 20 december 2020, die de Koning een grote handelingsvrijheid laat bij het vaststellen van de nadere regels inzake die minimumdrempel. De parlementaire voorbereiding voorziet immers in de mogelijkheid voor de Koning "om bij een overschrijding van een minimumbedrag tussen twee rapporteringsmomenten, bij het volgende rapporteringsmoment het saldo aan het CAP verplicht te laten overmaken, zelfs indien het saldo op het rapporteringsmoment kleiner is dan het minimumbedrag zoals opgenomen in het bij Ministerraad overlegd Koninklijk Besluit". De parlementaire voorbereiding voorziet ook in de mogelijkheid om te bepalen dat, "vanaf het moment dat het saldo het minimumbedrag bepaald bij Ministerraad overlegd koninklijk besluit is overschreden, het saldo voor die rekening voor alle volgende rapporteringsmomenten overgemaakt moet worden aan het CAP, ongeacht de grootte ervan".

Daaruit volgt dat het voorliggende ontwerp niet in overeenstemming is met artikel 4, zesde lid, tweede streepje, van de CAP-wet.

Om de Koning in staat te stellen de voorliggende tekst vast te stellen, staat het aan de wetgever om, met het oog op een billijk evenwicht tussen de belangen die in het geding zijn, die laatsgenoemde bepaling weg te laten of aan te passen zodat de machtiging die erin vervat is, facultatief wordt.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De nageleefde vormvoorschriften dienen zoals gebruikelijk is in de wetgevingstechniek in chronologische volgorde te worden vermeld.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het tweede lid ook het vijfde lid van artikel 4 van de CAP-wet dient te worden vermeld als rechtsgrond van het voorliggende voorontwerp.

3. In het zesde lid dient te worden verwezen naar artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, in plaats van naar punt 1° van die bepaling.

4. De beraadslaging in de Ministerraad moet worden vermeld door het tiende lid aan te vullen met de formule "en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers," in de Nederlandse tekst en de formule "et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil," in de Franse tekst.[3]

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Gevraagd naar de redenen voor de afschaffing van de drempel van 1.000 euro onder dewelke de stortingen op of afhalingen van een betaalrekening in geld niet hoeven te worden meegedeeld aan het CAP, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

> "Jusqu'à présent, la loi PCC considérait entre autres comme transaction financière impliquant des espèces 'les versements d'espèces sur un compte de paiement ou les retraits d'espèces d'un compte de paiement'. L'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 7 avril 2019 prévoit pour cette catégorie de transaction financière impliquant des espèces un seuil de déclaration de 1.000 euros par transaction ou par groupe de transactions liées.
>
> Le problème est que cette catégorie de transactions financières impliquant des espèces est dans la pratique vide de tout contenu. En effet, un tel versement ou retrait d'espèces sur ou à partir d'un compte de paiement ne peut être le fait que:
>
> – soit du (co)titulaire du compte lui-même, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire. Dans ce cas toutefois, un tel versement ou prélèvement d'espèces n'est pas considéré comme une transaction financière impliquant des espèces (article 2, 9°, deuxième alinéa, de la loi PCC) et ne doit donc pas du tout être communiqué au PCC. Cette transaction peut en effet être retrouvée dans les extraits du compte de paiement de son (co-)titulaire;

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 42 en 43, formule F 3-9-1.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

– soit d'une autre personne que le (co-)titulaire du compte, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire (en pratique, ce sera toujours un versement, un retrait ne se conçoit pas sans l'intervention du titulaire du compte). Dans ce cas toutefois, un tel versement constitue forcément le paiement (au sens juridique du terme) d'une dette de somme née entre la personne qui effectue le versement et le titulaire du compte bénéficiaire.

Deux exemples pour illustrer ceci:

– le versement par une grand-mère d'une somme sur le compte de paiement de son petit-fils mineur. Il s'agit alors du paiement d'une dette de somme née d'un don manuel (acte juridique unilatéral);

– le versement par une personne aux guichets, en faveur d'un fournisseur d'eau ou d'énergie ayant son compte auprès d'une banque. Il s'agit alors du paiement d'une dette de somme née d'une livraison de fournitures (acte juridique synallagmatique).

Le versement d'espèces sur le compte de paiement d'une autre personne que le (co-titulaire) du compte, agissant en personne ou par le biais d'un mandataire, représente donc toujours dans la pratique l'exécution d'une opération de paiement contre remise ou retrait d'espèces par la personne qui verse les espèces. Or, cette catégorie de transaction impliquant des espèces est explicitement visée à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d) de la loi PCC, de sorte qu'il y a confusion, collision entre ces deux catégories de transactions. Ceci pose problème dès lors que les transactions visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, c) de la loi PCC sont exemptées de communication au PCC en dessous d'un seuil de 1.000 euros, alors que celles visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d), de la loi PCC doivent être déclarées à partir du premier eurocent, celles-ci recouvrant pourtant celles-là. C'est là que se situe l'anomalie.

Il y a donc lieu de supprimer cette confusion, en supprimant l'article 2, 9°, 1er alinéa, c) de la loi PCC, vide de contenu et, dès lors, l'exemption corrélative visée à l'article 2, 2° de l'arrêté royal du 7 avril 2019. Dans son avis n° 14/2021 du 5 février 2021, l'Autorité de protection des données a insisté sur une rectification rapide de cette anomalie dans la loi PCC. Celle-ci est en cours de préparation.

Quant à la question de savoir si un seuil de 1.000 euros ne devait pas être appliqué pour les transactions visées à l'article 2, 9°, 1er alinéa, d) de la loi PCC, la Cellule de Traitement des Informations financières, compétente pour le dépistage et la lutte en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, a explicitement demandé de ne pas appliquer de seuil dans ce cas. En effet, le financement du terrorisme passe souvent par une collection de montants relativement faibles versés sur un compte de paiement (tel que le compte sous-jacent d'une carte de crédit prépayée par exemple). L'information communiquée au PCC permet ainsi à la CTIF de trouver la trace de personnes qui ont financé ou financent une organisation ou une cellule terroriste."

Het zou goed zijn om die toelichtingen op te nemen in de toelichtingen die daaromtrent in het verslag aan de Koning staan.

2. In de inleidende zin van het ontworpen artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 april 2019, moeten de woorden en het leesteken "eerste lid," worden weggelaten.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Artikel 3

In de woorden "kalendermaand(en)" en "kalenderdag" is het woorddeel "kalender" overbodig en moet het systematisch worden weggelaten.

Artikel 5

Op de vraag of artikel 5 verenigbaar is met het Europese recht[4], heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Ainsi qu'expliqué dans le rapport au Roi, il n'existe aucune disposition légale, en droit européen ou en droit belge, qui impose d'identifier un compte de paiement tenu par un établissement de paiement ou de monnaie électronique au moyen d'un numéro IBAN, et les comptes de paiement ouverts par la plupart des établissements précités n'en ont effectivement pas. En réalité, le concept de 'compte de paiement' dans la 5ème directive AML vise en pratique les comptes-courants bancaires alors que le concept de « compte bancaire » vise les autres comptes bancaires (comptes d'épargne, à terme, à préavis, …). Ce concept de 'compte courant' dans la 5ème directive AML n'a donc pas du tout la même portée que celui qui est utilisé dans la directive (EU) 2015/2366 du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (directive dite 'PSD2'). Si les comptes de paiement bancaires doivent être IBANisés en vertu du règlement (UE) n° 260/2012 du 14 mars 2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros (dit 'règlement SEPA'), aucune obligation similaire n'existe pour les comptes de paiement tenus par les établissements de paiement ou de monnaie électronique en vertu de la directive PSD2, vu qu'ils ne sont pas connectés avec la plateforme européenne de règlement TARGET2 (qui impose cette IBANisation), au contraire des comptes de paiement bancaires."

Die bijkomende toelichting zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

Artikel 6

1. In de inleidende zin moeten de woorden en de leestekens ", eerste lid," worden ingevoegd tussen de woorden "In artikel 16" en de woorden "van hetzelfde besluit".

2. De woorden en het leesteken "tweede lid," moeten worden ingevoegd tussen de woorden "artikel 1," en de woorden "2°, a), b) en f)".

[4] De vraag rijst in het bijzonder met betrekking tot artikel 32*bis* van Richtlijn (EU) 2018/843 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 'tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/138/EG en 2013/36/EU', waarin wordt bepaald dat
"[de] lidstaten voorzien in gecentraliseerde automatische mechanismen, zoals centrale registers of centrale elektronische systemen voor gegevensontsluiting, die de tijdige identificatie mogelijk maken van alle natuurlijke of rechtspersonen die houder zijn van of zeggenschap hebben over betaalrekeningen en bankrekeningen met een IBAN-identificatienummer, zoals bepaald in Verordening (EU) nr. 260/2012 van het Europees Parlement en de Raad, alsook over kluizen die worden aangehouden door een kredietinstelling op hun grondgebied."

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Artikel 7

1. In de punten 2° en 3° van artikel 7 wordt voorgesteld om het huidige punt 4° van artikel 20, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 april 2019 te vernummeren tot een punt 5° en om in dat artikel 20 een nieuw punt 4° in te voegen.

Het verdient om wetgevingstechnische redenen geen aanbeveling bepalingen van een bestaande regeling te vernummeren. Aldus te werk gaan dient vermeden te worden, niet alleen gelet op het feit dat in andere, niet-gewijzigde teksten verwijzingen naar de aldus vernummerde bepalingen kunnen staan, maar ook wegens het feit dat de adressaten van de geldende teksten en de instanties belast met de toepassing ervan, met die teksten vertrouwd zijn, en zelfs wegens het feit dat in de rechtspraak en de rechtsleer, die de adressaten van de regel mogelijk moeten raadplegen, misschien van deze bepalingen gewag gemaakt is. Door de bepalingen niet te hernummeren wordt de lezer voorts nuttige informatie verschaft betreffende de ontstaansgeschiedenis van een regelgevende tekst: indien een nummer tussen twee bepalingen ontbreekt, weet de lezer dadelijk dat een onderverdeling is opgeheven en indien een onderverdeling met "…*bis*" of met "…/1" wordt aangegeven, weet hij meteen dat dit onderdeel is ingevoegd en dus niet in de oorspronkelijke tekst stond.[5]

In casu zou het beter zijn om het ontworpen punt 4° in te voegen onder een punt "3°/1" in artikel 20, eerste lid, van het gewijzigde koninklijk besluit. De bestaande nummering kan dan ongewijzigd blijven.

2. In punt 2°, moet het cijfer en het leesteken "2°," worden ingevoegd tussen de woorden "tweede lid," en de woorden "f), is opgetreden;".

Artikel 8

1. In de Franse tekst moeten de woorden "Art. 7" worden vervangen door de woorden "Art. 8".

2. In het woord "kalenderdagen" is het woorddeel "kalender" overbodig en moet het systematisch worden weggelaten.

3. Het ontworpen artikel 24 bepaalt dat de informatieplichtige wordt verzocht zijn verweermiddelen te doen gelden "binnen de dertig dagen na de datum van de voornoemde kennisgeving".

[5] Een vernummering kan normaal gezien alleen dienstig zijn bij een coördinatie of codificatie (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 125).

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡

Een dergelijke regeling gaat in tegen de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof die de theorie van de ontvangst huldigt, volgens welke theorie bepalingen krachtens dewelke de termijn om bepaalde handelingen te stellen, ingaat op de dag van de verzending van een beslissing, in strijd zijn met het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.[6]

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

SLOTOPMERKING

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat de inleidende zinnen van de bepalingen van het voorliggende ontwerp worden geredigeerd in overeenstemming met de beginselen van de wetgevingstechniek.[7]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

[6] GwH 29 maart 2006, nr. 8/2006, B.5 tot B.12 (in verband met de termijn om een rechterlijk beroep in te stellen); 12 november 2009, nr. 178/2009, B.8.3 (in verband met de termijn om een administratief beroep in te stellen); 2 juni 2010, nr. 66/2010, B.10 tot B.15 (in verband met de termijn om te reageren op een bericht van wijziging van een aangifte in de inkomstenbelasting).

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-2-2-2 en volgende.

‡LW-AJEVNCGCD-GIJGAMW‡